



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AFM RECYCLAGE**

Prairie de Courréjean  
33140 Villenave-D'ornon

Références : 26-182

Code AIOT : 0005206140

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté Lieu-dit Le Grand Joula Avenue Jeanne D'Arc 33130 Bègles. L'inspection a été annoncée le 24/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une inspection régionale coordonnée par l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AFM RECYCLAGE

- Lieu-dit Le Grand Joula Avenue Jeanne D'Arc 33130 Bègles
- Code AIOT : 0005206140
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AFM RECYCLAGE exerce des activités de tri, transit, regroupement et traitement de déchets métalliques sur la commune de Bègles, avenue Jeanne d'Arc, lieu-dit « Le Grand Joula ». Elles sont encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2011, complété par arrêté préfectoral portant agrément de centre VHU du 23 octobre 2017.

Les installations étaient auparavant exploitées par la société BARTIN RECYCLING ; leur exploitation a été reprise par la société AFM RECYCLAGE le 24 avril 2017 (changement d'exploitant enregistré par récépissé n° 201700450 du 30 mai 2017).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Demande d'action corrective	1 mois
6	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 27/02/2026, article R. 541-43	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	réentions		
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les produits chimiques utilisés en interne correspondent principalement aux produits de maintenance des engins de manutention et aux fluides issus de la dépollution des VHU : huiles hydrauliques, graisses, carburant/huiles usagées, AdBlue, etc. Les mesures de précaution mises en place par l'exploitant et les conditions d'exploitation permettent de limiter les risques.

Aucun écart réglementaire majeur concernant les risques liés aux produits chimiques n'est identifié.

En outre, l'exploitant doit procéder à la traçabilité dématérialisée de ses huiles noires usagées via l'outil Trackdéchets.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Le jour du contrôle, le responsable d'exploitation précise que les seuls produits chimiques présents sur le site correspondent principalement à des huiles hydrauliques, des graisses, du carburant/huiles usagées et de l'AdBlue. L'ensemble des Fiches de Données de Sécurité (FDS) est regroupée dans un classeur dédié. Celui-ci est mis à la disposition des agents intervenant au sein de l'installation et est conservé au niveau du bureau administratif. Les FDS sont également disponibles en version informatique sur le réseau interne d'AFM RECYCLAGE. Selon le responsable d'exploitation, des formations à l'ensemble des risques présentés par l'installation sont dispensées en interne par le groupe AFM RECYCLAGE et en externe. Elles incluent notamment le maniement des moyens de lutte contre l'incendie (par exemple l'utilisation des différents types d'extincteurs selon la nature des dangers). Ces formations sont renouvelées tous les ans.

<p>Le jour de l'inspection, la FDS du produit « RUBIA 4400 15W-40 » a été contrôlée : celle-ci est datée du 9 novembre 2018, soit antérieure à 2020.</p> <p>Elle comporte bien l'ensemble des données nécessaires (identification des dangers, moyens de lutte incendie à utiliser, conditions de stockage à respecter, mesures à prendre en cas de déversements, etc.). Il est à noter que la FDS consultée n'identifie pas de mention de danger.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met à jour la FDS du produit « RUBIA 4400 15W-40 » et s'assure que l'ensemble des FDS disponibles sur le site sont à jour (soit postérieures à 2020).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'une manière générale, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les produits (huiles, graisses, liquides de refroidissement, etc.) sont stockés au niveau du hangar abritant l'atelier de dépollution de VHU, et sont entreposés dans divers contenants fermés (fûts et cuves GRV) ;</li> <li>des extincteurs à poudre et CO2 étaient présents au niveau de cet atelier ;</li> <li>en cas de déversement accidentel, le responsable d'exploitation a montré le bac d'absorbant disponible à proximité immédiate de l'atelier ;</li> <li>l'ensemble des récipients contenant les produits est étiqueté, muni des pictogrammes lorsqu'ils présentent des dangers particuliers et équipé au besoin d'étiquettes rappelant les EPI à utiliser pour manipulation.</li> </ul> <p>Les mesures de précaution mises en place pour limiter les risques sont cohérentes et satisfaisantes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les récipients contenant les huiles usagées, graisses et liquides de refroidissement sont stockés sur rétention. Durant le contrôle, il a été constaté que ceux-ci sont entreposés sur des bacs de rétention munis de grilles.</p> <p>Seul un fût de graisses est disposé sur un chariot placé à même le sol de l'atelier afin de le déplacer sur le site pour faciliter son utilisation. Il est à noter que l'ensemble du sol de l'atelier et de l'installation est bétonné et muni d'un système de collecte et de traitement des effluents permettant en particulier de récupérer les écoulements accidentels. Considérant que ce produit est utilisé en faible quantité pour le graissage des engins de manutention, cette situation ne présente pas d'enjeu et n'appelle pas d'observation.</p> <p>Au regard des quantités de produits dangereux présents, cette rétention est dimensionnée pour accueillir l'ensemble des volumes des produits stockés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun produit incompatible n'a été identifié sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits sont stockés uniquement dans les contenants déjà présents sur le site. Leur quantité est ainsi limitée au nombre de récipients présents.</p> <p>Compte-tenu de la nature des produits et des volumes de stockage, la formalisation de l'état des stocks peut s'en tenir au volume des récipients présents sur site.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Traçabilité des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/02/2026, article R. 541-43</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p>

<p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Durant le contrôle, le responsable d'exploitation a indiqué que les huiles noires usagées ne font pas l'objet de traçabilité via l'outil Trackdéchets.</p> <p>Il est rappelé que la traçabilité dématérialisée des huiles noires (comme les VHU non dépollués) bénéficiait d'une exemption. Or, cette exemption a été abrogée au 1<sup>er</sup> avril 2024. Dès lors, la traçabilité est dématérialisée au même titre que les déchets dangereux (selon le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procède, sous un délai d'un mois, à la traçabilité dématérialisée via Trackdéchets de ses huiles noires usagées à compter du jour de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>